

# À ARLES, UN LOCAL HISTORIQUE DANS LE VISEUR DU MAIRE

En plein centre-ville de la cité provençale, l'ancien hôpital de la Charité se retrouve au cœur d'un bras de fer opposant, depuis des mois, la CGT, occupante depuis 124 ans des lieux, et l'édile Horizons Patrick de Carolis, qui voudrait y installer l'office de tourisme.

**C**omme chaque année, début juillet, Arles voit affluer des milliers de touristes venus du monde entier pour la semaine d'ouverture des Rencontres de la photographie. Placardé dans les rues, exposé dans les galeries, musées ou églises, le troisième art donne le tempo à la ville entière tous les étés depuis la première édition, en 1970. En plein centre, à quelques pas de la place de la République, un grand bâtiment blanc, classique, qui trône sur l'esplanade Charles-de-Gaulle, n'échappe pas cette frénésie. Juste au-dessus de la porte d'un rouge franc, trois lettres : « CGT ». Et encore au-dessus : « Bourse du travail ». Cette année encore, la bâtisse accueille une exposition dans la salle Jean-Barailler. L'union locale de la CGT et la CGT spectacle affichent pour l'occasion 15 œuvres de Daniel Challe, issues du reportage « Photos de classe » réalisé en 2022 dans le cadre de la grande commande de photojournalisme du ministère de la Culture, pilotée par la Bibliothèque nationale de France. En ce 3 juillet, la bourse du travail d'Arles a ouvert ses portes à 18 heures, pour le vernissage de l'événement qui, contrairement aux précédentes années, s'inscrit dans un combat, engagé depuis déjà plusieurs mois, contre la mairie d'Arles.

**« LA SALLE JEAN-BARAILLER EST LE CŒUR BATTANT DE LA DÉMOCRATIE SOCIALE DANS LA VILLE, UN LIEU DE PARTAGE. »**

NICOLAS BOURCY, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION LOCALE CGT

Sous la grande voûte du hall flotte une banderole : « La CGT, 124 ans dans la bourse du travail. Elle y est, elle y reste. » En effet, l'édifice, ancien hôpital de la Charité, fondé dans la mouvance de l'œuvre de Saint-Vincent-de-Paul au XVII<sup>e</sup> siècle, a été remis aux chambres syndicales ouvrières de l'arrondissement d'Arles en 1900. Mais le maire actuel, affilié Horizons verrait bien à la place l'office de tourisme. La bataille qui se joue actuellement entre ces murs s'engage le 21 septembre 2023, lorsque l'UL CGT reçoit un courrier du premier édile arlésien, élu trois ans plus tôt. Dans cette missive, Patrick de Carolis informe l'organisation syndicale que la convention d'occupation qui la lie au bâtiment depuis 1995, et dont la prochaine échéance est le 31 mars 2024, ne sera pas reconduite en l'état. Le locataire de l'hôtel de ville invoque vouloir déplacer dans la grande salle l'office de tourisme, qui se situe actuellement juste en face, dans un petit bâtiment boulevard des Lices.

## UN PROJET GLOBAL QUI PRIVERAIT LA CGT DE LA FAÇADE SYMBOLIQUE

« Depuis quatre ans, nous essayons de réparer la ville, la rendre plus agréable pour les Arlésiens, justifie auprès de « l'Humanité » Patrick de Carolis. L'office de tourisme actuel était déjà considéré comme une verrue par mes prédécesseurs. » Selon lui, cela interviendrait dans le cadre d'un projet plus global de piétonnisation de la place, impliquant de raser l'actuel office de tourisme et de rendre plus visible la façade de l'hôtel Jules-César. Pour ce faire, la CGT ne disposerait plus de la symbolique façade, de la grande salle d'exposition et, donc, de son local historique. Elle serait déplacée dans l'aile sud du bâtiment, »



LIBERTE . EGALITE . FRATERNITE

BOURSE DU TRAVAIL

cgt

la  
cgt  
Aries

124 ans  
dans  
la Bourse  
du Travail

Elle y est,  
elle y reste.

DANIEL CHALLE

Exposition de 2 juillet  
au 12 septembre 2014

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

PHOTO

Disposer de cette façade très visible  
facilite l'accès du lieu aux travailleurs.  
Cela permet aussi d'accueillir des  
manifestations culturelles. Cette année  
encore, un accrochage a lieu jusqu'au  
15 septembre, en marge du festival photo.

## SÉRIE D'ÉTÉ

BOURSE DU TRAVAIL D'ARLES



Depuis 2007, 52 associations culturelles, plasticiens, photographes, écrivains et historiens sont intervenus dans cet espace.

» c'est-à-dire dans des bureaux deux fois plus petits, sans accès direct à la rue et actuellement délabrés. Ce soir de vernissage d'exposition, plusieurs dizaines de visiteurs commencent à remplir la bourse. Roulés à la saucisse, quiches et cubis recouvrent la longue table qui traverse la pièce. Nicolas Bourcy, secrétaire général de l'union locale de la CGT d'Arles, décide alors, ému, de prendre la parole : « La salle Jean-Barriller est le cœur battant de la démocratie sociale de la ville, un lieu essentiel de partage, de rassemblement, de réunion, de construction du rapport de force et des luttes, une salle ouverte aux Arlésiennes et aux Arlésiens qui veulent faire valoir leurs droits ou participer gratuitement à de nombreuses conférences et initiatives culturelles organisées par la CGT d'Arles tout au long de l'année. » C'est ainsi que, depuis 2007, 52 associations culturelles, plasticiens, photographes, écrivains et historiens sont intervenus dans cet espace. Pour Patrick de Carolis, la CGT n'a pas vocation à accueillir des associatifs ou créer à des événements culturels.

### « UNE ATTAQUE À L'ENCONTRE DU SYNDICALISME EN GÉNÉRAL »

Face à l'hostilité du syndicat, la municipalité, propriétaire des lieux, lui a donc proposé, par une nouvelle lettre datant du 1<sup>er</sup> mars, de procéder par étapes. Dans un premier temps : une prolongation de la convention actuelle, qui court exceptionnellement sur une année, du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 août 2025, date de projection de la fin des travaux de rénovation de l'aile sud. À l'issue de cette période, la mairie inviterait la CGT à y poser ses valises, laissant l'espace qu'elle occupe actuellement aux mains de l'office de tourisme. Après cette date, la mairie proposerait une nouvelle convention définissant les modalités d'occupation au sein du bâtiment. Le 22 mai,



la CGT décline officiellement. « Le syndicat est donc aujourd'hui occupant sans titre, illicite », note le maire, espérant ainsi accentuer le rapport de force. Le bras de fer entre syndicat et mairie dure désormais depuis quelques mois et reste, à l'heure actuelle, sans solution. « À chaque fois qu'il y a un maire de droite, il essaye de nous mettre dehors. C'est une attaque à l'encontre du syndicalisme en général », alerte Claude Mas, secrétaire de l'union locale CGT d'Arles. Si Patrick de Carolis voudrait que « l'on n'y voie pas un plan caché », l'organisation, ouvertement soutenue par les unions locales FO et CFDT, a constaté lors d'une conférence de presse commune, le vendredi 5 juillet, qu'en 2022, la municipalité avait déjà supprimé la subvention de fonctionnement aux trois syndicats.

Pour Nicolas Koukas, membre de l'opposition à l'hôtel de ville, « il y a une volonté claire de fragiliser les syndicats ». Le communiste, venu lui aussi soutenir la lutte à l'occasion du vernissage photo, souligne que, en tant qu'élu à la mairie, il a déjà étudié d'autres alternatives prêtes à être mises en œuvre. Pour le secrétaire du comité régional CGT Paca, Patrice Kantarjian, ayant également pris part au combat, « cette façade est une porte d'entrée accessible et visible pour les travailleurs en difficulté, c'est justement ce qu'ils (la mairie) veulent arrêter ». ■

PAULINE ACHARD

REPORTAGE PHOTO : YANN ETIENNE

LA SEMAINE PROCHAINE LA BOURSE DU TRAVAIL DE LILLE

**1661**

Fin de la construction de l'hôpital de la Charité.

**1900**

Le bâtiment, qui a servi un temps de haras puis d'école, est confié aux syndicats.

**2023**

La mairie notifie à la CGT son intention de ne pas reconduire la convention d'occupation du lieu